

VINCI

Rapport complémentaire du Conseil d'administration du 18 octobre 2019 sur l'augmentation de capital réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Aux termes de la vingt-cinquième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2019, vous avez autorisé le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois et pendant un délai de vingt-six mois, à des émissions d'actions destinées à être souscrites exclusivement par les salariés de VINCI et de ses filiales adhérant aux plans d'épargne du Groupe institués à l'initiative de VINCI.

Le Conseil d'administration a décidé, le 18 octobre 2019, de procéder à une émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 2,50 € dans les conditions suivantes :

- Pour la prochaine opération réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France, la période de souscription commencera le 1^{er} janvier 2020 et s'achèvera le 30 avril 2020. Les actions souscrites par le FCPE Castor Relais 2020/1 - ce fonds ayant vocation à être fusionné avec le FCPE Castor lors de la réalisation de cette augmentation de capital réservée - seront intégralement libérées à la souscription et porteront jouissance du 1^{er} janvier 2020.
- Le prix de souscription a été fixé à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse ayant précédé le 18 octobre 2019, soit à 92,83 € par action nouvelle à émettre, prix correspondant à 2,50 € de valeur nominale et à 90,33 € de prime d'émission.
- Conformément au plafond défini par la vingt-cinquième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2019, le Conseil d'administration s'assurera que le nombre total d'actions susceptibles d'être émises sur le fondement de cette délégation de compétence n'excède pas 1,5 % du nombre des actions composant le capital social au moment où le Conseil d'administration prend sa décision. Si le plafond de 1,5 % est atteint, la procédure prévue par le règlement du plan d'épargne pour réduire le nombre d'actions à émettre, ou pour annuler l'opération devra être appliquée.

Le nombre maximum d'actions qui peut être émis par rapport au nombre d'actions composant le capital social au 30 septembre 2019 s'élève à 9 078 565, ce montant étant obtenu de la façon suivante :

	Nombre d'actions	%
Capital social au 30 septembre 2019	605 237 689	100,00 %
Plafond de 1,5 % de l'autorisation consentie par l'AGM le 17 avril 2019	9 078 565	1,50 %
Utilisations depuis le 17 avril 2019	0	0 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises au titre de ce plafond de 1,5 %	9 078 565	1,50 %

Ces données seront ajustées en fonction de l'évolution du capital social.

Incidence de l'émission d'un nombre maximum de 9 078 565 actions nouvelles :

- un actionnaire détenant 1 % du capital de VINCI et ne souscrivant pas à l'augmentation de capital verrait sa participation ramenée à 0,99 % du capital social :

	<u>VINCI</u>	<u>Actionnaire</u>	
	Nb d'actions	Nb d'actions	%
Capital au 30 septembre 2019	605 237 689	6 052 376	1,00 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises	9 078 565	0	
Capital après augmentation	614 316 254	6 052 376	0,99 %

- la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe au 30 juin 2019 en normes IFRS, rapportée au nombre d'actions composant le capital social au 30 septembre 2019 hors actions auto-détenues et instruments dilutifs, s'élève à 33,62 € par action ; pour un actionnaire ne souscrivant pas à l'augmentation de capital, elle serait portée à 34,15 €, compte-tenu du nombre maximum d'actions pouvant être émises et des instruments dilutifs :

	Nombre d'actions au 30/09/19 hors actions auto-détenues	Capitaux propres	
		en K€	Quote-part en €
Capitaux propres consolidés part du groupe au 30 juin 2019 en normes IFRS	556 776 734	18 720 172	33,62
Augmentation maximum autorisée	9 078 565	842 763	92,83
Instruments dilutifs*	7 002 202	-	-
Capitaux propres après augmentation	572 857 501	19 562 935	34,15

* actions de performance et actions attribuées dans le cadre des plans d'incitation à long-terme

- compte-tenu du prix d'émission et du volume de l'opération, l'opération ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la valeur boursière de l'action.

Le présent rapport complémentaire est établi en application de l'article R225-116 du Code de commerce.

Rueil-Malmaison, le 18 octobre 2019
Le Conseil d'administration

